

TABLE DES MATIÈRES

Préface	7
Remerciements	13
Table des principales abréviations	15
Sommaire	19
Introduction	21
I. Le sport saisi par les droits fondamentaux	22
A. La relation entre les droits fondamentaux et le sport	23
B. La reconnaissance constitutionnelle expresse du sport en droit comparé	27
II. Précisions méthodologiques	30
A. Champ d'investigation dans le domaine des droits fondamentaux et dans le domaine du sport	31
1. Définition du sport	31
2. Définition des droits fondamentaux	34
B. Exclusion du droit européen et du droit de l'Union européenne	38
3. Justifications d'une analyse en droit constitutionnel interne	40
III. Présentation de la problématique et plan	42
PREMIÈRE PARTIE	
LES FONDEMENTS CONSTITUTIONNELS DU DROIT DU SPORT	
Titre I : Les droits fondamentaux structurant le sport : vers l'existence de principes matriciels du sport ?	51
Chapitre I : Un principe d'égalité atténué au sein du mouvement sportif	53
Section I : Le principe d'égalité et les athlètes de haut niveau	55
I. La singularité de la fiscalité des sportifs de haut niveau	56
II. L'accès à la fonction publique des sportifs de haut niveau	60
A. L'égalité de traitement dans l'accès à la fonction publique	61
B. L'égalité de traitement dans le déroulement de la carrière	66
Section II : Le principe d'égalité devant la loi à l'épreuve de la compétence réglementaire des institutions sportives	69
I. Les règles fédérales relatives à la qualité des personnes	71
A. Les règles fédérales applicables aux personnes physiques	71
B. Les règles fédérales applicables aux personnes morales	76
II. Le principe d'égalité des sexes dans le domaine des activités physiques et sportives	77
A. L'applicabilité aux instances dirigeantes des fédérations sportives	78
B. La spécificité des championnats sportifs	81
Conclusion du chapitre I	85

Chapitre II : Une liberté d'association éprouvée au sein du mouvement sportif institutionnel	87
Section I : La libre constitution des associations sportives	88
I. Le principe de la libre constitution des associations sportives	88
II. Les exceptions sportives institutionnelles au principe de la liberté d'association	90
III. Les aménagements à libre constitution des associations sportives	94
Section II : La liberté individuelle de s'associer	100
I. La liberté d'adhésion	101
II. Les adhésions-affiliations, une exception au principe de la liberté d'association	103
III. La pratique de la licence obligatoire : de la liberté d'association à la liberté contractuelle	106
Conclusion du chapitre II	109
Conclusion du titre I	110
Titre II : Les droits fondamentaux structurels consacrés aux finalités du sport	113
Chapitre I : Le sport, activité professionnelle : l'applicabilité sectorielle des droits fondamentaux relatifs au travail dans le mouvement sportif	115
Section I : Le droit au travail	116
I. Le droit au travail dans la décision Sport professionnel	116
II. L'impact de la mise en œuvre du droit au travail des sportifs professionnels	118
A. Sur le droit au travail des sportifs mineurs	118
B. Sur le droit au travail et les sélections de sportifs professionnels en Équipe de France	119
C. Sur le droit au travail des citoyens	121
Section II : Les droits des travailleurs dans le secteur du sport professionnel	125
I. La liberté syndicale	125
II. Le droit à la négociation collective	128
Conclusion du chapitre I	135
Chapitre II : Le sport, activité éducative : l'impact du droit à l'éducation et de la liberté d'enseignement	137
Section I : Le contenu et l'organisation du droit à l'éducation sportive	140
I. L'existence d'un droit à la formation professionnelle pour les métiers du sport	140
A. Le droit à la formation des enseignants d'éducation physique et sportive	141
B. Le droit à la formation des enseignants des activités physiques et sportives	151
II. Le droit à l'éducation par le sport	161
A. Le droit à l'éducation physique et sportive	162
B. Le droit à l'éducation par les activités physiques et sportives dans l'enseignement	171
Section II : L'effectivité de la liberté d'enseignement dans le système éducatif	177

I.	L'organisation de l'enseignement du sport et la laïcité.....	179
A.	L'organisation structurelle de l'enseignement du sport.....	179
B.	La place de la laïcité dans l'enseignement public du sport.....	182
II.	Le principe de gratuité et le financement du sport	189
A.	La gratuité de l'enseignement public et la pratique sportive dans les établissements scolaires et universitaires	189
B.	Le financement des pratiques sportives dans l'enseignement	194
	Conclusion du chapitre II	199
	Chapitre III : Le droit aux loisirs : un droit fondamental charnière vers l'existence d'un droit au sport.....	201
	Section I : Les actions de l'État en matière de sport ou l'existence d'un droit au sport de loisir	205
I.	Les fondements du droit au sport de loisir pour tous	207
A.	Le principe du droit au sport pour tous.....	207
B.	Le droit au sport des personnes handicapées.....	209
C.	Le droit au sport de loisir et la pratique de haut niveau.....	211
II.	Les caractéristiques du droit au sport de loisir	216
A.	Le principe de gratuité et l'accès aux activités physiques et sportives.....	217
B.	La laïcité et la pratique du sport	218
C.	La liberté d'enseignement et la formation des athlètes.....	220
	Section II : La mise en œuvre étatique du droit au sport de loisir	224
I.	L'organisation des enseignements des activités physiques et sportives.....	225
II.	L'administration du sport	228
A.	Le rôle des pouvoirs publics dans l'organisation du droit aux loisirs sportifs	229
1.	Le rôle des pouvoirs publics centraux	230
2.	L'intervention d'organismes collégiaux ad hoc.....	233
B.	Le degré d'implication des personnes morales de droit privé dans le fonctionnement du mouvement sportif.....	237
1.	Les missions dévolues au Comité national olympique et sportif français.....	238
2.	L'importance des fédérations sportives dans le service public du sport	242
3.	Le rôle résiduel des associations sportives dans le service public du sport	245
	Conclusion du chapitre III	246
	Conclusion du titre II.....	248
	Conclusion de la première partie	253

SECONDE PARTIE

L'IMPRÉGNATION ET LA DIFFUSION DES DROITS FONDAMENTAUX EN DROIT DU SPORT

Titre I : La réception des droits fondamentaux par le mouvement sportif ...	261
--	------------

Chapitre I : La pratique du sport limitée par la diffusion des droits fondamentaux	263
Section I : La libre administration et le droit de propriété des collectivités territoriales : des limites constitutionnelles méconnues du mouvement sportif	264
I. La prévalence du droit de propriété et de la libre administration des collectivités territoriales	267
A. La convergence de position des pouvoirs étatiques à propos des prérogatives fédérales en matière d'installations sportives	267
B. Les limites à la compétence réglementaire des fédérations sportives délégataires	270
II. La politique normative des institutions sportives en matière d'équipements sportifs	274
Section II : La prédominance du droit à la protection de la santé dans le sport	279
I. La surveillance médicale du sportif	281
A. La liberté du choix du médecin par le sportif	281
B. Le droit à la protection de l'intégrité physique du sportif	287
1. Les dispositions applicables aux sportifs traditionnels	287
2. Les règles applicables en cas de pratique sportive intensive	290
a) La protection de l'intégrité physique des sportifs de haut niveau	291
b) La protection de l'intégrité physique des sportifs professionnels	291
II. La lutte contre le dopage	293
A. L'origine de la lutte contre le dopage : l'éthique et les principes déontologiques du sport	293
B. La législation antidopage	297
1. La prise en compte du dopage par le législateur depuis 1965	298
a) La loi sur le doping en faveur du droit à la protection de la santé	299
b) Le renforcement de la lutte contre le dopage à partir de 1989	304
2. La liberté de prescription des médecins et le droit d'accès aux soins des sportifs de haut niveau et des sportifs professionnels	312
a) Le droit d'accès aux soins	312
b) La liberté de prescription des médecins	318
Conclusion du chapitre I	320
Chapitre II : Le mouvement sportif imprégné par les droits fondamentaux	323
Section I : L'impact du principe du respect des droits de la défense	324
I. Les droits de la défense liés à la présence de griefs	327
A. Le droit d'accès au dossier et l'information préalable à la procédure administrative	327
B. Le principe du contradictoire et la présentation des observations	332
II. La garantie d'une procédure juste et équitable et le droit au recours	338
A. Le droit à une procédure juste et équitable	338
B. Le droit au recours	345
Section II : L'influence des droits-participation	349
I. L'apparence démocratique des institutions sportives : les compétences de l'assemblée générale	351
II. La continuité de l'apparence : les compétences et les formes des organes exécutifs	357

Section III : Le paradoxe du sport comme vecteur de pacifisme et de respect de la dignité humaine.....	360
I. L'inconstitutionnelle exception sportive : la victoire des violences du sport sur la dignité humaine.....	361
II. Le traitement de la violence lors des manifestations sportives	366
Conclusion du chapitre II	370
Conclusion du titre I	372
Titre II : La réception par le juge ordinaire des droits fondamentaux dans le contentieux du sport : vers l'atténuation du clivage entre droit public et droit privé ?	373
Chapitre I : La survivance de la singularité du contentieux sportif en matière de compétences juridictionnelles	377
Section I : La protection des droits fondamentaux par le juge judiciaire.....	380
I. Le contentieux du sport relevant exclusivement de l'ordre judiciaire....	381
A. La protection de la démocratie privée.....	381
B. Le droit au travail des sportifs professionnels	382
II. La protection des droits fondamentaux assurée par le juge judiciaire en cas de compétences partagées.....	384
A. La liberté d'association.....	384
B. Le droit au respect de la dignité de la personne humaine.....	385
C. Le principe d'égalité et le droit au sport devant l'ordre judiciaire	387
D. Les droits de la défense.....	389
Section II : La protection des droits fondamentaux par le juge administratif...391	
I. Un principe général du droit spécifique au mouvement sportif : le libre accès aux activités physiques et sportives.....	392
II. Les autres principes reconnus par le Conseil d'État	397
A. Les droits de la défense dans les procédures disciplinaires fédérales	397
B. La conception du juge administratif du principe d'égalité dans le monde du sport.....	400
C. Le principe fondamental reconnu par les lois de la République de la liberté d'association.....	403
D. La dignité de la personne humaine.....	405
Conclusion du chapitre I.....	407
Chapitre II : Le faux départ des référés administratifs en matière de sport.....	409
Section I : Les conditions d'intervention du juge des référés et les caractéristiques du mouvement sportif.....	410
I. Les conditions procédurales communes des référés administratifs et leur applicabilité au mouvement sportif	410
A. L'interprétation de l'urgence par le juge administratif.....	410
B. L'illégalité de l'acte administratif dans les procédures d'urgence	412
II. La singularité du référé-liberté	414
Section II : Le choix de la procédure la plus adaptée au mouvement sportif...417	
I. Le référé-liberté et le sport	417
II. Le référé suspension, une procédure adaptée au contentieux sportif	419
Conclusion du chapitre II	422
Conclusion du titre II.....	423
Conclusion de la seconde partie	425

Conclusion générale	427
I. De la constitutionnalisation du droit du sport.....	427
II. À la consécration constitutionnelle du droit au sport	429
A. Les prémices du droit au sport.....	429
B. Le contenu du droit au sport	429
C. La nécessaire évolution vers la consécration du droit au sport.....	430
Bibliographie	433
Index thématique	461
Table des matières	467